



Lettre n° 13 du 23 décembre 2016

Au sommaire :

- **Tragédie d'Alep, attentat de Berlin, un monde capitaliste en décomposition. Perspectives révolutionnaires et campagne présidentielle** - *Yvan Lemaître*
- **La question du parti** - *Démocratie révolutionnaire*

Tragédie d'Alep, attentat de Berlin, un monde capitaliste en décomposition Perspectives révolutionnaires et campagne présidentielle

La tragédie d'Alep suscite, à travers le monde, émotion et révolte non seulement contre les bourreaux du peuple syrien mais aussi contre leurs complices qui s'indignent, cyniques et impuissants, pour mieux faire oublier tant leur abandon du peuple syrien que leurs propres crimes en Irak, à Mossoul, en Afghanistan ou au Yémen. L'odieux attentat terroriste de Berlin revendiqué par l'Etat islamique ne fait que souligner le terrible enchaînement de violences barbares qu'engendre l'offensive libérale et impérialiste des classes dominantes de par le monde.

Cette tragédie s'inscrit au centre des négociations entre les grandes puissances alors que se dessine une nouvelle politique des USA sous la houlette de la réaction alliant milliardaires et généraux.

« *Je pense qu'avec la libération d'Alep, on dira que la situation a changé, pas seulement pour la Syrie, pas seulement pour la région, mais pour le monde entier, il y aura un avant et un après la libération d'Alep* » a pu déclarer avec cynisme le dictateur sanglant de Syrie. Avec brutalité, il exprime une réalité politique tant dans la situation au Moyen-Orient que dans les rapports internationaux.

Les USA devenus incapables d'assumer leur prétention à maintenir l'ordre mondial sont contraints de composer avec les ambitions impérialistes de la Russie, de l'Iran et autres Turquie ou Arabie saoudite... Ils encouragent la montée des forces réactionnaires comme ils l'ont fait dans le passé en portant une lourde responsabilité dans la formation d'Al Qaïda. Trump sera l'homme de cette politique des USA concentrés sur la défense de leurs propres intérêts, de ceux de Goldman Sachs and Co.

La mondialisation libérale et impérialiste rentre dans une nouvelle phase où la lutte pour le maintien des profits et éviter un nouveau krach, une faillite généralisée, s'exacerbe tant au niveau national qu'international.

Les bourgeoisies n'ont pas d'autre réponse à leur faillite qu'une fuite en avant qui ne peut qu'aggraver les tensions tant économiques et sociales que militaires et internationales.

Cette offensive provoque à travers le monde de multiples réactions et révoltes, de nouveaux affrontements se préparent à travers lesquels le mouvement ouvrier est appelé à connaître un nouvel essor. Nous n'en connaissons ni les rythmes ni les étapes, mais cette possibilité est inscrite dans le développement des luttes de classes. Elle porte la seule réponse à la banqueroute des classes capitalistes. Nous voulons nous donner les moyens d'y être acteurs en faisant vivre une perspective pour ces mobilisations et ces luttes qui permette d'inverser le cours des choses.

Sur ce chemin, il n'y a pas de raccourcis ni de voie détournée. Ce qui est à l'ordre du jour est de rassembler les forces en vue de ces affrontements qui posent la question de leur issue révolutionnaire pour en finir avec la domination des classes capitalistes.

« Crise de la représentation politique » ou nécessité d'un parti des travailleurs ?

Un nouveau discours politique se développe jusqu'à la caricature, contre « la caste », la corruption des dites élites, antisystème... Ni droite ni gauche, ni bourgeoisie ni prolétariat, ce nouveau populisme serait porté par les classes populaires.

« *Ils ne nous représentent pas* » devient y compris au sein de la gauche radicale le mot d'ordre du jour. La « *crise de la représentation politique* » serait un des facteurs déterminants de la situation actuelle y compris du point de vue des luttes des travailleurs. Cette formule, même si elle peut exprimer une part du mécontentement, est fourretout et mélange la censure de la démocratie qu'impose la finance en se soumettant les Etats par le biais de la dette publique et le rejet de la mondialisation et des partis ins-

titionnels voués à la défense des intérêts des classes dominantes, leur corruption comme leurs mensonges ou le recours à la violence d'Etat pour imposer leur politique. S'interrogeant sur cette question, notre camarade Ugo Paleta écrit dans un article intitulé *Vers l'autoritarisme ? Crise de la démocratie libérale et politique d'émancipation* : « *Malheureusement, cette crise d'hégémonie est trop souvent ramenée par les commentateurs politiques, et par certains segments de la gauche radicale, à une disjonction entre l'offre et la demande électorales, autrement dit à la version simpliste d'une crise de représentation politique. Il arrive même qu'elle soit perçue comme le symptôme d'une corruption des élites politiques, recodant ainsi sur un plan moral – donc dépolitisant – la crise politique à laquelle nous faisons face.*

Ces interprétations sommaires mais répandues de la crise de la démocratie libérale ont donné une force certaine au récit populiste (au sens de Laclau, diffusé notamment par Podemos et ses principales figures politiques et intellectuelles, Pablo Iglesias et Iñigo Errejón. Ces derniers, comme le Parti de gauche (PG) et Jean-Luc Mélenchon en France, ont bâti leur discours politique dans la période récente sur l'idée simple – et juste à un tel niveau de généralité – qu' « ils [les membres de l'élite politique] ne nous représentent pas ».

Mais ce slogan – et l'imaginaire qui lui est associé – charient trop souvent une solution illusoire : l'émergence de nouveaux leaders, plus moraux, et de figures charismatiques mieux capables, non simplement d'incarner le peuple, mais à travers eux de le construire comme acteur politique en s'érigeant au-dessus des mouvements sociaux et des organisations politiques [...] L'un des défauts essentiels de la démarche défendue par ces courants, dans leur diversité, est qu'elle repose sur une fausse évidence : l'exercice du pouvoir politique permettant seul d'impulser un changement social d'ampleur, les institutions politiques – et partant les élections – constitueraient le champ de bataille central pour la gauche radicale, et plus profondément l'unique locus de la politique d'émancipation. Pablo Iglesias a d'ailleurs affirmé dans un discours récent : « Nous avons appris à Madrid et à Valence que les choses se changent à partir des institutions. Cette idiotie que nous disions quand nous étions d'extrême gauche, que les choses changent dans la rue et non dans les institutions, c'est un mensonge ».[...] Cette conception relève de ce que Marx nommait l'« illusion politique », reposant sur une série de fausses équivalences entre le pouvoir politique, le pouvoir d'État et le pouvoir tout court. » Oui, et c'est bien cette question qu'il nous faut discuter. Pour le mouvement ouvrier, la question n'est pas celle d'être mieux représenté dans le cadre des institutions mais bien de se donner un instrument politique pour préparer l'affrontement avec les classes dominantes, la conquête du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, la population.

L'écume et la vague de fond

Nous avons besoin de nous dégager des effets de mode, analyses superficielles, qui confondent l'écume avec le

mouvement de fond. Une première remarque s'impose, du point de vue des classes exploitées, du mouvement ouvrier, cette dite « crise de la représentation » n'est pas vraiment une nouveauté. Elle a commencé avec la faillite de la social-démocratie en 1914 puis la soumission des partis communistes à la bureaucratie stalinienne avant que les partis communistes ne réintègrent après la deuxième guerre mondiale le giron des institutions bourgeoises. Faire semblant de redécouvrir le monde n'est pas une bonne façon de faire sauf si on cherche à être une nouvelle représentation politique dans le cadre de ces institutions, la politique de Podemos ou de Mélenchon, c'est à dire recommencer une histoire qui s'est avérée une impasse dramatique.

La montée des forces réactionnaires n'est pas liée à une simple question de représentation mais bien à la crise globale du capitalisme mondialisé, à l'impuissance du système politique institutionnel dit démocratique dans les pays riches à contenir le mécontentement, les inquiétudes, les souffrances qui touchent des fractions de plus en plus larges de la population.

La globalité de la crise condamne à l'impuissance, au mieux, des forces politiques qui ne s'attaquent pas à la racine des problèmes, la politique des classes dominantes et de leurs Etats, la logique capitaliste du profit et de la concurrence.

A la fin de cette année 2016, le basculement du monde dans l'instabilité et dans des tensions exacerbées exige des réponses démocratiques et révolutionnaires. Encore moins que par le passé, il n'est possible de replâtrer le système. Une vision stratégique claire seule permet d'avoir une boussole à travers les différents moments de l'actualité ou les mille aspects des luttes de classes.

Le lien entre nos tâches quotidiennes et la perspective du pouvoir ne peut se faire que si nous disons clairement et sans ambiguïté l'enjeu de notre combat, non seulement dans notre programme mais y compris dans notre agitation en trouvant les formules pour populariser l'idée d'un pouvoir démocratique des travailleurs.

La tragédie d'une révolution écrasée n'est pas la fin du processus ouvert en 2011

La montée des idées réactionnaires loin de nous pousser à chercher des positions de replis, des formules qui permettraient d'éventuelles alliances avec des forces réformistes sous couvert de faire face au recul, nous encourage au contraire à travailler collectivement à élaborer nos analyses et explications qui fondent notre démarche révolutionnaire. Les forces réactionnaires ont le terrain libre non pas parce que les travailleurs ne seraient pas « représentés » mais bien parce qu'il n'y a pas de mouvement significatif capable de formuler une politique pour les mobilisations en vue de luttes politiques, d'affrontements pour en finir avec le pouvoir des classes dominantes.

A partir de 2011, dans les premières années du NPA fondé au tout début de la crise qui s'est développée depuis, notre compréhension de la période s'articulait autour d'une idée essentielle : la vague révolutionnaire qui balaye le

monde arabe souligne le fait que les conditions objectives d'une nouvelle période révolutionnaire mûrissent.

Ces révolutions s'inscrivent dans une évolution globale du monde qui fonde et légitime une stratégie révolutionnaire.

Les bouleversements opérés par la mondialisation libérale et impérialiste ont mûri les conditions objectives pour une transformation révolutionnaire de la société en mettant en concurrence les travailleurs à l'échelle de la planète, en prolétarisant des millions de paysans, en ouvrant les frontières, en développant comme jamais les relations internationales, les transports, les nouvelles technologies. En portant les contradictions mêmes du capitalisme à un niveau d'exacerbation jamais atteint au point que le décalage entre les progrès scientifiques, techniques et la dégradation sociale pour le plus grand nombre, le creusement des inégalités, la paupérisation sont devenus insoutenables.

Ce sont ces contradictions qui ont engendré la première vague révolutionnaire de la nouvelle période.

Un mouvement irréversible a été engagé, il connaîtra des hauts et des bas, des victoires et des défaites, de lentes accumulations de forces puis de brusques accélérations, des explosions mais notre stratégie doit toute entière s'inscrire dans cette nouvelle période de guerres et de révolution.

La catastrophe financière est imminente, la discussion sur les moyens de la conjurer est au cœur du débat à l'échelle nationale et internationale. L'étape que vient de franchir la crise économique et financière a des influences politiques qui créent une période d'instabilité politique, d'usure, de discrédit des partis institutionnels qui entraîne une évolution rapide des consciences.

La question de la dette n'a pas de solution dans le cadre des rapports de classe du capitalisme, la dette publique s'inscrit dans le fonctionnement à crédit du capitalisme qui doit anticiper en permanence les profits non encore réalisés ou qui ne se réaliseront... pas. Le gonflement de la bulle financière accroît sans limite cette logique de l'économie d'endettement tant public que privé. Tous les partis sont confrontés à ce problème qui les ruine à court terme.

La question sociale s'impose comme la question politique clé en lien avec la question de la démocratie.

« Non à l'austérité », « annulation de la dette », « aux peuples de décider », deviennent des mots d'ordre quasi universels.

La crise écologique, par sa globalité, remet en cause l'ensemble du système et fait de la circulation des capitaux un facteur écologique de première importance. Elle donne au besoin d'une gouvernance mondiale, à celui d'une planification démocratique un contenu évident autant il est vrai qu'il n'y a pas de réponse locale ou partielle à la crise écologique planétaire.

Le principal facteur de stabilité des vieilles bourgeoisies impérialistes, les surprofits impérialistes, est sapé par une

terrible concurrence internationale avec son corollaire, la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle internationale : crise de la domination de la bourgeoisie qui nourrit le populisme mais aussi émergence d'une nouvelle classe ouvrière internationale porteuse de la transformation révolutionnaire de la société.

La réponse des classes dominantes et des grandes puissances à l'émergence encore incertaine de ces exigences dans le monde arabe a été la répression dont la tragédie d'Alep marque le sinistre et sanglant apogée alors que le djihadisme poursuit ses exactions barbares.

Les forces réactionnaires ont pu briser cette première vague de la révolution, elles n'en sont pas pour autant venues à bout. Les exigences de la révolution ne sont pas, elles, brisées, elles gagnent du terrain, se répandent.

A l'opposé des confusions sur « la nouvelle représentation », la nécessité d'une démocratie révolutionnaire

La déferlante réactionnaire ne doit pas nous enfermer dans l'instant. Elle est la seule politique d'une classe en faillite incapable d'offrir d'autres perspectives aux peuples que l'égoïsme national, l'obscurantisme religieux, la mystique nationale et la haine de l'autre pour leur imposer la régression sociale, démocratique, la guerre en permanence.

Toute notre politique doit être fondée sur l'idée qu'à l'opposé, les travailleur-e-s, et la jeunesse, les classes exploitées vont chercher les moyens de se défendre, les armes pour se battre.

La perspective révolutionnaire va progressivement, à travers les expériences quotidiennes, gagner les consciences.

C'est cette expérience qui construit le lien concret et pratique entre notre activité quotidienne, les luttes d'aujourd'hui et la lutte pour le pouvoir demain.

La révolution n'est pas un saut qualitatif à partir de rien mais bien un bouleversement, une rupture, conséquence de l'accumulation de contre-pouvoirs locaux gagnés dans les syndicats, les associations, les institutions elles-mêmes. L'agitation, l'activité révolutionnaire n'est pas une simple dénonciation ou incantation mais la lutte pied à pied pour gagner des positions, la lutte pour des micropouvoirs démocratiques et révolutionnaires, accumulation primitive de forces révolutionnaires, de matériels explosifs en vue de la conquête du pouvoir. La révolution est bien un processus, celui de la révolution en permanence.

La bataille pour la candidature de Philippe Poutou, vers un parti des travailleurs...

Ces dernières années, le NPA a connu des doutes, des hésitations à assumer une politique de parti pour la transformation révolutionnaire de la société s'adressant à l'ensemble de la classe ouvrière, de la jeunesse. Il en a été fortement affaibli.

Nous donner maintenant les moyens d'être présents dans la campagne présidentielle autour de Philippe Poutou,

ouvrier candidat, est une étape importante pour surmonter nos difficultés en défendant une politique et un vote de classe, contre leur système, en rupture avec lui. En rupture aussi avec celles et ceux qui dénoncent les élites pour mieux rester dans le cadre institutionnel et y enfermer le mécontentement.

C'est une bataille importante pour contribuer à ce que l'ensemble du mouvement révolutionnaire sorte des politiques d'auto affirmation pour rassembler, unir ses forces pour faire face aux tempêtes à venir.

Le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire est devant une nouvelle étape. Depuis l'effondrement de l'ex-URSS, il y a près de 30 ans, l'extrême gauche, pour l'essentiel le mouvement trotskyste, n'a pas réussi à répondre aux nouvelles possibilités ni aux nouveaux besoins nés de la fin du stalinisme et de la transformation de la social-démocratie en social-libéralisme. Aujourd'hui ces évolutions laissent un champ de ruines, des militantEs désemparés, démoralisés pour beaucoup. Nous n'avons pas encore réussi à opérer notre révolution culturelle, un saut qualitatif de groupes opposants à la social-démocratie et au stalinisme en un petit parti ouvrier et populaire, que ce soit Lutte ouvrière et l'appel à un parti des travailleurs après 1995, Voix des travailleurs et la politique d'unité des révolutionnaires de 1997 à 2000, la LCR avec la fondation du NPA, aujourd'hui le NPA lui-même.

Lutte ouvrière s'enferme dans un repli sur soi contraire à l'orientation qui avait permis à LO de jouer un rôle essentiel dans le développement du mouvement révolutionnaire au sein de la classe ouvrière. Ce repli s'exprime de façon caricaturale dans l'analyse de La Russie de Poutine que fait LO. Dans un article intitulé *Décembre 1991 : la fin de l'URSS, pas des idées communistes*, publié le 14 décembre dernier, Lutte ouvrière revient sur l'effondrement de l'URSS et sur le régime de Poutine. « *Arrivé à la tête de la Russie en 2000, Poutine se donna pour tâche de rétablir la «verticale du pouvoir», dans l'intérêt de la bureaucratie dans son ensemble. Il imposa que les affairistes se soumettent à l'État et paient leurs impôts, tout en permettant leurs pillages, avec comme perspective la réintégration de la Russie dans le marché mondial.*

Mais le capitalisme en crise n'est plus capable de progrès depuis longtemps déjà. Il est incapable de se substituer efficacement à l'économie et aux rapports sociaux hérités des soixante-dix ans d'existence de l'URSS, si ce n'est pour permettre à une minorité de s'enrichir.

La fin de l'URSS a marqué une étape décisive dans le processus réactionnaire dont le stalinisme avait été l'incarnation sanglante, et il n'y a pas lieu de se réjouir de l'évolution en cours. La perspective d'une future Union socialiste mondiale des travailleurs reste la seule qui permettra à l'humanité de reprendre sa marche en avant. » Quelle est la place de la Russie aujourd'hui dans le monde libéral et impérialiste ? Continuité de la bureaucratie ? Continuité de l'Etat ? De l'Etat ouvrier ? Le lecteur ne saura pas. Cette analyse fermée et métaphysique est l'expression de la fermeture de LO elle-même.

Pourtant, la nouvelle époque dans laquelle nous entrons demande un dépassement de l'extrême-gauche, rendu nécessaire mais aussi possible par le basculement du monde dans une crise globale sans précédent qui crée les conditions objectives de cette mue, l'exige et la rend possible.

Cette question s'était déjà posée après la fin de l'URSS, à partir de 1995 après qu'Arlette Laguiller a rassemblé plus de 5 % des voix à l'élection présidentielle et le mouvement de novembre-décembre 95 puis quand, ensemble la LCR et LO ont obtenu 5 députés au Parlement européen. En 2002, l'extrême gauche réalisait plus de 10 % des voix à l'élection présidentielle.

Rien de significatif n'est sorti de cette période. Conditions objectives ? Non, ou du moins pas seulement, mais l'incapacité de l'extrême-gauche à surmonter ses divisions. Il ne s'agit pas d'une question psychologique, ou morale, de sectarisme, mais bien d'une question politique de fond : les conceptions de construction par en haut, d'auto construction dans laquelle le programme est plus un instrument de délimitation, de clivage qu'un instrument d'intervention et de regroupement.

Rompre avec ces conceptions n'est pas abdiquer d'une fermeté stratégique, bien au contraire. Les idées ne servent pas à cliver sinon ce sont des formules dogmatiques, elles servent à agir, à unir pour agir.

Nous rééditons en annexe de cet article un texte de 1997 rédigé par Voix des travailleurs, groupe constitué par les militantEs excluEs de LO à ce moment-là, qui illustre notre propos en revenant sur l'histoire de la façon dont la construction d'un parti s'est posé pour le mouvement ouvrier. Nous voulions opposer la réalité aux mythes.

Un parti de la classe ouvrière participe d'un processus d'auto-organisation dans lequel sont acteurs groupes, tendances, militantEs, un processus créateur qui suscite initiatives, cimenté par une même conscience révolutionnaire, socialiste et de classe.

Le parti est une sorte de melting-pot à travers lequel il se transforme lui-même, évolue, se renforce, élabore sa politique à travers une confrontation permanente tant entre les différents courants qui s'y retrouvent qu'avec les autres forces du mouvement ouvrier.

C'est notre capacité à rassembler toutes nos forces qui peut nous permettre de surmonter nos actuelles difficultés. Cette capacité ne renvoie pas à des qualités morales, individuelles mais bien à une question de stratégie, la compréhension de la nouvelle période, les tâches qui en résultent, les changements qu'elle implique et la volonté de construire un parti révolutionnaire et démocratique sur des bases de classe.

Yvan Lemaitre

La question du parti

<http://www.npa-dr.org>, onglet «Autres publications»

Télécharger en pdf